



IRDA PARIS

Institut de recherche
en droit des affaires
de Paris

Revue des sommaires

Jeudi 20 février 2025

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

Recueil Dalloz

> hebdomadaire
201^e année
20 février 2025
n° 7 / 8072^e
pages 297 à 344



Version numérique incluse *



322507



9 782993 225073

ÉDITORIAL

297 Jurisprudence ancienne et loi nouvelle, *Maxime Barba*

ACTUALITÉS

- 300 Cautionnement : garantie de l'association professionnelle de solidarité du tourisme
- 301 Bail commercial (clause résolutoire) : pouvoir de suspension du juge
- 301 Pacte d'associés (vente des titres) : clause de fixation du prix
- 302 Société à responsabilité limitée : projet de cession de parts sociales
- 302 Société commerciale (délibération) : distribution de dividendes
- 302 Succession (option de l'héritier) : effet de l'expiration du délai
- 303 Partie commune spéciale (travaux) : pouvoir des copropriétaires
- 303 Révélation d'informations privées (identification) : constitution de partie civile
- 309 Arbitrage (international) : protection des investissements transnationaux

POINT DE VUE

311 Réseaux sociaux, algorithmes et provocation au suicide, *Manon Viglino*

ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 325 **Panorama** : Droit du sport, *Centre de droit et d'économie du sport (OMIJ-CDES)*
- 336 **Notes** : De l'efficacité renforcée de la promesse unilatérale de vente,
note sous Civ. 3^e, 21 nov. 2024, Sophie Duparc
- 340 Prescription de l'action publique : le soit-transmis toujours interruptif,
note sous Crim. 10 sept. 2024, Margot Chambon

ENTRETIEN

344 Serge Slama – Dénoncer l'accord franco-algérien de 2013 sur les visas diplomatiques peut-il bien se passer ?

Lefebvre Dalloz

DALLOZ

Recueil Dalloz

Tour Lefebvre Dalloz
10 place des Vosges - CS 90358
92072 Paris La défense Cedex
Tél. (Rédaction) 0786620357
www.dalloz.fr - recueil@dalloz.fr

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION,
KETTY DE FALCO
DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,
CAROLINE SORDET
DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,
HÉLÈNE HOCH

CONSEIL SCIENTIFIQUE
ALAIN BÉNABENT, NICOLAS DISSAUX,
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MERLE

DIRECTRICE SCIENTIFIQUE
PASCALE DEUMIER
RÉDACTION

• DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (01 40 64 54 03)

• RÉDACTION

Maelle HARSCOUËT DE KERAVEL (01 40 64 53 79)

• CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET
Concurrence-Distribution : Éric CHEVRIER
Contrat d'affaires : Xavier DELPECH
Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH
Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD
Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET
Société et marché financier : Alain LIENHARD

• ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Laurence BREUZÉ-DINNAT

Lindsay GILBERT

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUIBAL

ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice
ventes@dalloz.fr

Responsable relations clients : Corinne ROUTIER
src@lefebvre-dalloz.fr - Tél. : 01 83 10 10 10

Directrice de clientèle Publicité : Carole MESSALATI

Tél. : 01 40 92 20 24 - publicite@lefebvre-sarrut.eu

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1132,29 € TTC

Étranger : 1117 € HT

Prix au numéro : 49,31 € TTC

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Février 2025

Éditions Dalloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Dalloz

10 place des Vosges - CS 90358

92072 Paris La défense Cedex

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filiale du groupe Lefebvre

La reproduction, même partielle, de tout élément publié
dans la revue est interdite



Origine du papier : Portugal
Taux de fibres recyclées : 0 %
Prot. : 0,08 kg/t

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Maxime Barba

Jurisprudence ancienne
et loi nouvelle

297

ACTUALITÉS

300 DROIT DES AFFAIRES

Banque-Crédit-Garantie
Cautionnement : garantie de l'association
professionnelle de solidarité du tourisme,
Com. 12 févr. 2025

Consommation

Crédit à la consommation :
clause abusive et taux annuel effectif global,
CJUE 13 févr. 2025

Fonds de commerce et commerçants

Bail commercial (clause résolutoire) :
pouvoir de suspension du juge,
Civ. 3^e, 6 févr. 2025

Société et marché financier

Pacte d'associés (vente des titres) :
clause de fixation du prix,
Com. 12 févr. 2025

Société à responsabilité limitée :
approbation des comptes annuels,
Crim. 12 févr. 2025

Société à responsabilité limitée :
projet de cession de parts sociales,
Com. 12 févr. 2025

Société commerciale (délibération) :
distribution de dividendes,
Com. 12 févr. 2025

Procédure pénale

Action civile (droit personnel) :
irrecevabilité du nouveau propriétaire,
Crim. 11 févr. 2025

Isolement judiciaire (placement) :
constitutionnalité du régime,
Cons. const. 14 févr. 2025

304 DROIT DU TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Droit du travail

Accord collectif (substitution) :
justification des différences de traitement,
Soc. 5 févr. 2025

Comité social et économique :
saisine du juge judiciaire par l'employeur,
Soc. 5 févr. 2025

Discrimination (preuve) : pouvoir
d'appréciation du juge, Soc. 5 févr. 2025

Discrimination (action de groupe) :
constitutionnalité du régime,
Cons. const. 6 févr. 2025

Grève (La Poste) : portée de l'obligation
de payer le salaire, Soc. 5 févr. 2025

Grève (transport public) : portée
de l'obligation de négociation préalable,
Soc. 5 févr. 2025

Procédure d'alerte (danger grave
et imminent) : saisine du juge judiciaire,
Soc., avis, 12 févr. 2025

Contrat à durée déterminée :
action en paiement d'une indemnité
de requalification, Soc. 12 févr. 2025

Grossesse (licenciement) :
nullité et indemnisation,
Soc. 12 févr. 2025

Maladie (non professionnelle) :
proposition de reclassement,
Soc. 12 févr. 2025

309 PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Procédure civile

Appel civil (intimé) :
délai pour former un appel principal,
Civ. 2^e, 6 févr. 2025

Jugement (formule exécutoire) :
portée de l'incomplétude,
Civ. 2^e, 6 févr. 2025

Arbitrage (international) : protection
des investissements transnationaux,
Civ. 1^{re}, 12 févr. 2025

Compétence européenne (concurrence) :
action contre un groupe de sociétés,
CJUE 13 févr. 2025

Voie d'exécution

Saisie de droits incorporels (régime) :
nullité du procès-verbal, Civ. 2^e, 6 févr. 2025



POINT DE VUE

311

Réseaux sociaux, algorithmes et provocation au suicide
par Manon Viglino



ÉTUDES ET COMMENTAIRES

CHRONIQUE

313

Pour une autre « théorie » du préjudice nécessaire
par Joseph Morin

PANORAMA

325

Droit du sport
janvier 2024 – décembre 2024
par le Centre de droit et d'économie du sport
(OMIJ-CDES)

NOTES

336

De l'efficacité renforcée de la promesse unilatérale
de vente, *note sous Civ. 3^e, 21 nov. 2024*
par Sophie Duparc

340

Prescription de l'action publique : le soit-transmis
toujours interruptif, *note sous Crim. 10 sept. 2024*
par Margot Chambon



ENTRETIEN

344

Serge Slama – Dénoncer l'accord franco-algérien de 2013 sur les visas diplomatiques peut-il bien se passer ?

À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au *Recueil Dalloz* donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard (a.lienhard@lefebvre-dalloz.fr), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du *Recueil Dalloz*, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et iOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

Retrouvez également
votre revue numérique
sur Dalloz-Revues.fr



DOSSIER

ECONOMIE CIRCULAIRE : DE NOUVELLES OBLIGATIONS POUR LES PROFESSIONNELS

Les nouvelles exigences s'imposent tout au long du cycle de vie des produits.

24



À LA UNE

Sociétés - Cession de droits sociaux après une transformation non publiée : quels droits d'enregistrement ?

4

Question d'actualité - Le devoir de vigilance accroît-il le risque pénal pour les grandes entreprises ?

19

Contrats - Inexécution du contrat : du nouveau sur l'exécution forcée en nature et la réduction du prix

17

Biens de l'entreprise - Bail commercial : base de calcul du trop-perçu de loyers issu d'une clause d'indexation non écrite

10


www.effl.fr

Lefebvre Dalloz

EDITIONS
FRANCIS LEFEBVRE



Sociétés

- 4 - Cession de droits sociaux après une transformation non publiée
- 5 - Gérant de SARL : cumul de responsabilités pour convention réglementée irrégulière et faute de gestion
- 5 - Communication des comptes d'une société étrangère en cas de fusion
- 6 - Transmission universelle du patrimoine d'une société
- 7 - Forme de l'opposition des créanciers à la TUP d'une société

Entreprise en difficulté

- 8 - Intérêt du liquidateur à agir en inopposabilité des paiements faits par le débiteur
- 8 - Effet d'une déclaration de créance par le débiteur sur la prescription

Contrats

- 9 - Obligation de surveillance de l'hébergeur

Finances de l'entreprise

- 10 - Opération de paiement non autorisée : responsabilité de la banque

Biens de l'entreprise

- 10 - Bail commercial : clause d'indexation réputée non écrite
- 11 - Demande en nullité d'une marque déposée avant la réforme du droit des marques

Concurrence

- 12 - Nature du communiqué « sanctions » de l'Autorité de la concurrence

Compliance

- 13 - La Commission européenne condamnée pour avoir permis le transfert de données personnelles à Facebook
- 14 - Reporting ESG : principales nouveautés en matière de « softlaw »
- 15 - Déclaration de soupçons

Et aussi...

- 16 - Opposabilité de la clause attributive de compétence d'un contrat d'assurance

Commentaire

- 17 - Mise en œuvre de l'exécution forcée en nature et de la réduction du prix

Question d'actualité

- 19 - Le devoir de vigilance accroît-il le risque pénal pour les grandes entreprises ?

Veilles

- 35 - Veille législative
- 35 - Veille fiscale et sociale



DOSSIER



24

ECONOMIE CIRCULAIRE : UN FOISONNEMENT DE NOUVELLES OBLIGATIONS POUR LES PROFESSIONNELS

- 25 - Economie circulaire et multiplicité des règles applicables
- 25 - L'écoconception des produits
- 26 - La responsabilité élargie du producteur
- 28 - L'information des consommateurs
- 32 - La fin de vie du produit

Revue Lamy de la concurrence

La mise en œuvre privée du *Digital Markets Act*

Michael COUSIN

La Chambre Arbitrale de la Grande Distribution : « un autre regard professionnel et spécialisé »

Hervé DELANNOY et Daniel DIOT

Vers une approche générale des obligations concurrentielles des contrôleurs d'accès

Quels enseignements tirer de l'arrêt *International Skating Union* ?

Frédéric MARTY

Le nouvel épisode – et non le dernier – dans la saga de l'attribution par la Ligue de Football Professionnel des droits de diffusion télévisuelle des matchs de la Ligue 1 pour les saisons 2020 à 2024

Virginie VIALARD

Direction scientifique

Muriel CHAGNY :
Professeur des universités, Directeur du Master 2 Droit
de la concurrence et des contrats, UVSQ – Paris Saclay

Conseil scientifique

Virginie BEAUMEUNIER :
Inspectrice générale des finances, Présidente
de l'observatoire des délais de paiement

Jacques BOULARD :
Premier Président de la Cour d'appel de Paris

Benoît CÉURÉ :
Président de l'Autorité de la concurrence

Olivier GUERSENT :
Directeur général de la concurrence, Commission
européenne

Jean-Louis FOURGOUX :
Avocat associé, Cabinet Mermoz

Sarah LACOCHÉ :
Directrice générale de la concurrence, de la consommation
et de la répression des fraudes

Irène LUC :
Première avocate générale à la Chambre commerciale
de la Cour de cassation

Cyril NOURISSAT :
Professeur des universités, Université Jean Moulin – Lyon III

Anne PERROT :
Économiste, Inspectrice générale des finances

Valérie PIRONON :
Professeur des universités, Université de Nantes

Michel PONSARD :
Avocat associé, Cabinet UGGC, Président de l'Association
française d'étude de la concurrence (AFEC)

Jacqueline RIFFAULT-SILK :
Doyen honoraire de la Chambre commerciale de la Cour
de cassation, Membre fondateur et Président honoraire
de l'Association of Competition Law Judges (AECJ)

Patrick SAYER :
Président du Tribunal des activités économiques de Paris

Léna SERSIRON :
Avocate associée, Cabinet Baker & McKenzie,
Présidente de l'Association des Avocats pratiquant le droit
de la concurrence (APDC)

Thibaud VERGÉ :
Vice-Président de l'Autorité de la concurrence,
Professeur d'économie, ENSAE Paris

Vincent VIGNEAU :
Président de la Chambre commerciale, financière
et économique de la Cour de cassation

Éditeur : Lamy Liaisons, SAS ayant son siège social
7, rue Emmy Noether - 93400 Saint-Ouen

Représentant légal : Guillaume Deroubaix

Associé unique : Karnov HoldCo France

Directeur de la publication : Guillaume Deroubaix

Directrice des rédactions : Sylvie Duras

Rédacteur en chef : Jérémie Berlemont

Ont participé à ce numéro : Domitille Bordeaux, Mariam
El Barden, Céline Garnier

Dépôt légal : à parution

Prix au numéro : 98,93 € TTC

N°ISSN (version en ligne) : 2115-8894

N°ISSN (version imprimée) : 1770-9377

Périodicité : mensuel

N°CPPAP : 1226 T 85786

Crédit photos : Getty Images

Imprimeur : Duplirprint, 2 rue Descartes,
95330 Domont

Origine du papier : Portugal

Taux de fibres recyclées : 0%

Certification : imprimé sur papier FSC

Eutrophisation : Ptot 0.08 kg/tonne

Pour contacter le service client :

N°Cristal 09 69 39 58 58

APPEL NON SURTAXÉ

courriel : contact@lamyliaisons.fr

Internet : www.liaisons-sociales.fr

www.lamyliaisons.fr - www.lamy-liaisons.fr



Toute reproduction ou représentation intégrale
ou partielle par quelque procédé que ce soit, du contenu
issu de la présente publication, effectuée sans autorisation
de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon.

Cette revue peut être référencée de la manière suivante :

RLC 2025, n° 146-1 (acronyme de la revue + année,
n° de la revue - n° du commentaire)

LAMY | KARNOV
LIAISONS | GROUP

Sommaire

FOCUS P. 4

- **Private enforcement** et cession des droits à réparation :
la CJUE met en garde contre les réglementations
nationales qui restreignent les actions groupées
en recouvrement

Jérémy BERLEMONT

LES ESSENTIELS DU MOIS P. 6

- Contrôle des concentrations
- Pratiques anticoncurrentielles
- Transparence et pratiques commerciales déloyales
- Distribution
- Aides d'État
- Régulation
- Commande publique

ENTRETIEN P. 20

- La Chambre Arbitrale de la Grande Distribution :
« un autre regard professionnel et spécialisé »

Hervé DELANNOY et Daniel DIOT

ÉTUDE P. 23

- La mise en œuvre privée du *Digital Markets Act*

Michael COUSIN

ANALYSE P. 29

- Vers une approche générale des obligations
concurrentielles des contrôleurs d'accès
Quels enseignements tirer de l'arrêt *International Skating
Union* ?

Frédéric MARTY

JURISPRUDENCE COMMENTÉE P. 38

- Le nouvel épisode – et non le dernier – dans la saga
de l'attribution par la Ligue de Football Professionnel
des droits de diffusion télévisuelle des matchs
de la Ligue 1 pour les saisons 2020 à 2024

Virginie VIALARD

Contenus

Actualités	
Contenus pratiques	∨
Revue	
Synthèses	
Encyclopédies	
Jurisprudence	∨
Sources officielles	∨

La Semaine Juridique - édition Générale (JCP G), n° 7 du 17 février 2025

Sommaire du numéro

La Semaine du droit



ÉDITO

La nomination de Richard Ferrand ne devrait pas faire pousser des cris d'orfraie

N° 209 - Par Noëlle LENOIR

[Consulter le PDF](#)

LES ACTEURS | AVOCATS

La Maison des avocats en exil

N° 210 - Par Sophie MICHELIN-MAZÉLAN

[Consulter le PDF](#)

LIBRES PROPOS | AUTORITÉS ADMINISTRATIVES INDÉPENDANTES

Les politiques de conformité et l'affaiblissement de l'État

N° 211 - Par Jérôme FEHRENBACH

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | DIVORCE-SÉPARATION DE CORPS

Divorce international : la Cour de cassation tranche en faveur de la compétence indirecte du juge marocain

N° 212 - Par Yoletth COSCIA

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | PROCÉDURE CIVILE

**Défaut de signature du commissaire de justice d'un acte signifié par un clerc
assermenté : vice de forme nécessitant un grief**

N° 213

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

**IA et RGPD : la CNIL publie deux nouvelles recommandations « pour accompagner
une innovation responsable »**

N° 214

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 6 au 12 février 2025

N° 215

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 27 janvier au 2 février 2025

N° 216

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | SUCCESSIONS-PARTAGE

**Assurance-vie : l'atteinte à la réserve héréditaire n'est pas un critère d'appréciation du
caractère manifestement exagéré des primes**

N° 217 - Par Matthieu ROBINEAU

[Consulter le PDF](#)

CIVIL ET PROCÉDURE CIVILE | RÉFÉRÉS

**Le duel entre le juge de la mise en état et le juge des référés : le monopole du JME
ébréché ?**

N° 218 - Par Abdoul YATERA

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | SÉCURITÉ INTÉRIEURE

**Bilan mitigé de l'évaluation des traitements algorithmiques sur des images de
vidéoprotection**

N° 219

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | CYBERCRIMINALITÉ

Haine en ligne : une brochure mise à disposition des victimes et témoins

N° 220

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | JOURNAL OFFICIEL

Journal officiel du 30 janvier au 12 février 2025

N° 221

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | JOURNAL OFFICIEL

Arrêts P de la Cour de cassation du 13 au 26 janvier 2025

N° 222

[Consulter le PDF](#)

PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE | LIBERTÉ D'EXPRESSION

**Liberté d'expression et contrôle de proportionnalité de la répression : encore et
toujours**

N° 223 - Par Clarisse LE ROUX et François ROUSSEAU

[Consulter le PDF](#)

Publication d'une circulaire relative à la mise en oeuvre de la contribution financière pour la justice économique dans les TAE

N° 224

[Consulter le PDF](#)

LCB-FT : le champ d'application de l'obligation déclarative à Tracfin ne se limite pas aux soupçons de blanchiment

N° 225

[Consulter le PDF](#)

Conséquences de la résolution unilatérale d'un contrat sur les contrats interdépendants

N° 226

[Consulter le PDF](#)

Journal officiel du 6 au 12 février 2025

N° 227

[Consulter le PDF](#)

Arrêts P de la Cour de cassation du 27 janvier au 2 février 2025

N° 228

[Consulter le PDF](#)

Conventions réglementées et approbation des associés : quelles responsabilités ?

N° 229 - Par Thibaut DUCHESNE

[Consulter le PDF](#)

Recueil et traitement des signalements de discrimination et de harcèlement sexuel en entreprise : recommandations

N° 230

[Consulter le PDF](#)

Arrêts P de la Cour de cassation du 27 janvier au 2 février 2025

N° 231

[Consulter le PDF](#)

Le magistrat ayant statué sur le litige relatif à la légalité d'une décision administrative a-t-il préjugé du litige indemnitaire qui le suit ?

N° 232 - Par Vivien BEAUJARD

[Consulter le PDF](#)

Création d'un haut-commissaire à l'enfance

N° 233

[Consulter le PDF](#)

L'IA au service des politiques publiques et de l'efficacité administrative

N° 234

[Consulter le PDF](#)

Journal officiel du 6 au 12 février 2025

N° 235

[Consulter le PDF](#)

PUBLIC ET FISCAL | COUR DE CASSATION

Arrêts P de la Cour de cassation du 27 janvier au 2 février 2025

N° 236

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | VIE PRIVÉE

Une campagne politique, même officieuse, est un sujet d'intérêt général

N° 237 - Par Frédéric DANNENBERGER

[Consulter le PDF](#)

EN RÉGION | UNIVERSITÉS

« Unie dans la diversité, originale dans l'union, dynamiques ensemble » !

N° 238 - Par Olivier PLUEN

[Consulter le PDF](#)

La Semaine de la doctrine



L'ÉTUDE | JURISPRUDENCE

La juridicité des travaux parlementaires et préparatoires

N° 239 - Par Yannick PAGNERRE

[Consulter le PDF](#)

LA CHRONIQUE | TRAVAIL

Droit du travail

N° 240 - Par Jean-François CESARO , Grégoire DUCHANGE , Julien ICARD , Arnaud MARTINON , Patrick MORVAN , Marie ELIPHE , Émeric JEANSEN et Simon RIANCHO

[Consulter le PDF](#)

LA VIE DES IDÉES | ENTREPRISES

Gouvernance et relations actionnariales

N° 241 - Par Hervé PISANI

[Consulter le PDF](#)

La Semaine du praticien



INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

L'IA au service d'une justice innovante et sécurisée

N° 242

[Consulter le PDF](#)

INFORMATIONS PROFESSIONNELLES | AVOCATS

Le ministère de la Justice publie les dernières statistiques sur la profession d'avocat

N° 243

[Consulter le PDF](#)

Contenus

Actualités	
Contenus pratiques	∨
Revue	
Synthèses	
Encyclopédies	
Jurisprudence	∨
Sources officielles	∨

La Semaine Juridique - Entreprise et affaires (JCP E), n° 8 du 20 février 2025

Sommaire du numéro

Échos de la pratique



CONTRAT DE TRAVAIL

3 QUESTIONS - Le Conseil d'État apporte deux précisions importantes relatives à la procédure de la présomption de démission

N° 179 - Par Cécile TERRENOIRE

[Consulter le PDF](#)

ENTREPRISE

Législation européenne « Omnibus » : la CNCDH appelle la France à ne pas renier ses engagements

N° 180

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Robert Badinter - L'oeuvre d'un juste

N° 181

[Consulter le PDF](#)

BIBLIOGRAPHIE

Cahiers de droit de l'entreprise

N° 182

[Consulter le PDF](#)

DONNÉES CHIFFRÉES

Protection des données personnelles : la CNIL a davantage sévi en 2024

N° 183

[Consulter le PDF](#)

Actualités



AFFAIRES | ENTREPRISE

CSRD, CS3D : le futur de la compétitivité européenne !

N° 184 - Par Jean-Marc MOULIN

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | AVOCAT

Certification en matière de durabilité : un guide précise les exigences, le cadre déontologique et la procédure d'accréditation des avocats

N° 185

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BAIL COMMERCIAL

Bail commercial : suspension possible par le juge de la clause résolutoire indépendante du manquement du locataire

N° 186

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | BANQUE

DORA : normes techniques complémentaires relatives à l'harmonisation des conditions permettant l'exercice des activités de supervision

N° 187

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CAUTIONNEMENT

Cautionnement disproportionné : notion de créancier professionnel et association

N° 188

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CAUTIONNEMENT

Mention manuscrite : notion de créancier professionnel et association

N° 189

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | DROIT PÉNAL DES AFFAIRES

Délit de non-soumission des documents comptables à l'AG et action ut singuli

N° 190

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

Nouveau chapitre au sein du règlement intérieur de l'AMF

N° 191

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | MARCHÉ FINANCIER

MiCA : plusieurs normes techniques viennent compléter le règlement

N° 192

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

Condition de la reprise d'engagements conclus au nom d'une société en formation

N° 193

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

[Distribution du report à nouveau... nouvel épisode](#)

N° 194

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

[Remboursement du compte courant d'associé et convention de rachat de parts](#)

N° 195

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

[Qualité à agir de la société ou des associés en cas de défaut de notification du projet de cession de parts sociales en vue d'obtenir son annulation](#)

N° 196

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

[L'utilisation de la preuve déloyale dans le cadre d'un contentieux futur](#)

N° 197

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

[Précisions sur le droit à dividendes d'un titulaire d'actions nouvelles](#)

N° 198

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | SOCIÉTÉ

[Cession de parts sociales : la Cour de cassation se prononce sur l'application de la « clause américaine »](#)

N° 199

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTENTIEUX

[Prescription en droit du travail : nouvelles précisions de la Cour de cassation](#)

N° 200

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

[Formulation de l'avis d'inaptitude : nul besoin de reprendre à l'identique le texte de la loi](#)

N° 201

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | DURÉE DU TRAVAIL

[Modalités de conversion des heures supplémentaires en repos compensateur équivalent : rigueur sur les dérogations conventionnelles](#)

N° 202

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | LICENCIEMENT

[Effets de la nullité du licenciement d'une femme enceinte notifié par un directeur d'association n'ayant pas reçu délégation](#)

N° 203

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | PROTECTION SOCIALE

[Budget 2025 : coup de projecteur sur les mesures sociales](#)

N° 204

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | RÉMUNÉRATION

La nouvelle procédure de saisie des rémunérations est détaillée

N° 205

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Groupes multinationaux : mise en ligne de la déclaration de notification d'appartenance au champ des obligations déclaratives internationales

N° 206

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | FISCALITÉ DES ENTREPRISES

Comptes courants d'associés : actualisation du taux d'intérêt plafond déductible sur le plan fiscal

N° 207

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | LOI DE FINANCES

La loi de finances pour 2025 est publiée

N° 208

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | TAXES DIVERSES

Énergie : modalités de transmission par les fournisseurs de la liste de leurs clients non domestiques pour lesquels l'accise a été constatée à un tarif minoré

N° 209

[Consulter le PDF](#)

FISCAL | TVA

Paquet « TVA à l'ère du numérique » : les députés européens valident la mise à jour des règles

N° 210

[Consulter le PDF](#)

Études et commentaires



AFFAIRES | SOCIÉTÉ ANONYME

AG annuelle 2025

N° 1061 - Par Marie SUPIOT

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | CONTRATS ET OBLIGATIONS

Quand le colocataire solidaire n'a pas vocation à percevoir la chose : solidarité ou cautionnement ?

N° 1062 - Par Jean-Denis PELLIER

[Consulter le PDF](#)

AFFAIRES | TRANSPORT

Contrat de déménagement : entre protection du client consommateur et application du système de responsabilité du contrat de transport

N° 1063 - Par Laurent SIGUOIRT

[Consulter le PDF](#)

SOCIAL | CONTRAT DE TRAVAIL

La mise à pied disciplinaire du salarié, même protégé, n'est pas subordonnée à son accord

N° 1064 - Par Ani MINASIAN

[Consulter le PDF](#)

Une décision commerciale normale, côté entreprise (IS) peut-elle être fiscalement abusive, côté dirigeant (IR) ?

N° 1065 - Par Anastasios PAPAGIANNOULAS

[Consulter le PDF](#)

Contenus

Actualités	
Contenus pratiques	∨
Revue	
Synthèses	
Encyclopédies	
Jurisprudence	∨
Sources officielles	∨

Revue de droit bancaire et financier, n° 1 du 01 janvier 2025

Sommaire du numéro

Repère



UNION DES MARCHÉS DE CAPITAUX

Union des marchés de capitaux et Listing act

N° 1 - Par Thierry BONNEAU

[Consulter le PDF](#)

Alertes



FOCUS | RESPONSABILITÉ CIVILE DU BANQUIER

Vigilance et anomalie apparente : la banque doit-elle refuser d'exécuter un paiement ?

N° 1 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

RAPPORTS ET AVIS | AMF

AMF : publication d'un rapport pédagogique sur le reporting de durabilité des sociétés cotées

RAPPORTS ET AVIS | AMF

AMF : mixité des instances dirigeantes, indépendance des administrateurs, présidents d'honneur et dialogue actionnarial au sommaire du rapport annuel de l'AMF sur le gouvernement d'entreprise

N° 3

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | RÉOLUTION

Publication d'un manuel sur les évaluateurs indépendants à des fins de résolution de conflits

N° 4

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | INSTRUMENTS FINANCIERS HISTORIQUES

Réponse de l'EBA sur le traitement de certains instruments hérités de la Banque Fédérative du Crédit Mutuel

N° 5

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | LAB/FT

Rapport sur les travaux des ANC en matière de lutte contre les risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme (LAB/FT) dans le secteur bancaire

N° 6

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SUPERVISION

Méthodologie, modèles et étapes du prochain Stress Test européen

N° 7

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SUPERVISION

Programme de travaux du Comité de Bâle

N° 8

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ASSURANCE

Révision par l'ACPR des bonnes pratiques recommandées en matière de devoir de conseil en assurance

N° 9

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SYSTÈME EUROPÉEN DE SURVEILLANCE FINANCIÈRE

Lignes directrices des ESAs sur le système d'échange d'informations relatives aux évaluations d'honorabilité et de compétence

N° 10

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | FINANCE DURABLE

Rapport 2024 des ESAs sur la publication des principales incidences négatives dans le cadre de la SFDR

N° 11

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SERVICES FINANCIERS

Publication de règles de consultations des informations disponibles via le point

d'accès unique européen

N° 12

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | INTRODUCTIONS EN BOURSE

Euronext demeure le leader européen des introductions en Bourse

N° 13

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | RÈGLEMENT MICA

Série de publications en préparation de l'entrée en vigueur du règlement MICA

N° 14

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | RÈGLEMENT DORA

Compte-rendu du galop d'essai en matière de déclaration des registres d'information

N° 15

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | FINANCE DURABLE

Publication d'une FAQ sur l'application des lignes directrices de l'ESMA sur les noms des fonds

N° 16

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ESMA

Coopération entre l'ESMA et l'ACER contre les abus sur le marché de l'énergie

N° 17

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | TRANSITION CARBONE

Transition carbone : publication d'un guide sur l'analyse de la performance des entreprises

N° 18

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | RÈGLEMENT-LIVRAISON

L'ESMA publie son rapport final sur le passage à T+1 dans l'UE

N° 19

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | INVESTISSEMENT RESPONSABLE

Étude AFG 2024 sur l'investissement responsable en France

N° 20

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DIGITALLY NATIVE

Première émission d'obligations digitally native (D-FMI/ DL3S)

N° 21

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AMF

Sociétés cotées : arrêté des comptes 2024 et travaux de revue des états financiers

N° 22

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | CRYPTO-ACTIFS

État des lieux et avenir des crypto-actifs

N° 23

[Consulter le PDF](#)

VEILLE LÉGISLATIVE | VEILLE LÉGISLATIVE

Du 15 novembre 2024 au 27 janvier 2025

N° 24 - Par Géraldine ROZIER

[Consulter le PDF](#)

VEILLE DES PUBLICATIONS | VEILLE DES TEXTES

Veille des publications

N° 25

[Consulter le PDF](#)

AGENDA | FRAUDE

Colloque sur la fraude aux opérations de paiement

N° 26

[Consulter le PDF](#)

AGENDA | AEDBF

AEDBF France - cérémonie de remise du Prix de thèse 2024 et du Prix du meilleur mémoire de droit bancaire et financier 2024

N° 27

[Consulter le PDF](#)

AGENDA | LLM DBF

Remise des diplômes du LLM - droit bancaire et financier - université Paris-Panthéon-Assas

N° 28

[Consulter le PDF](#)

AGENDA | MASTER DOCC

Remise des diplômes du Master 2 DOCC - université Paris Cité

N° 29

[Consulter le PDF](#)

Entretien



SPOOFING

Escroquerie bancaire par spoofing téléphonique : actualité

N° 1 - Par Vincent VIGNEAU

[Consulter le PDF](#)

Études



RÈGLEMENT ESG

Le règlement ESG du 27 novembre 2024

N° 1 - Par Thierry BONNEAU

[Consulter le PDF](#)

PRESTATAIRE DE SERVICES DE PAIEMENT

La négligence grave en cas d'opérations de paiement non autorisées

N° 2 - Par Marie LECORDIER , Guillaume CAVROIS et Bastien MICHALET

[Consulter le PDF](#)

Commentaires



DROIT BANCAIRE | OPÉRATION DE PAIEMENT NON AUTORISÉE

Opérations de paiement non autorisées - Exigences préalables à la qualification d'une négligence grave

N° 1 - Par Bastien MICHALET

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | FRAUDE AU PRÉSIDENT

Devoir de vigilance et fraude au président

N° 2 - Par Bastien MICHALET

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | CRÉDIT À LA CONSOMMATION

Appréciation du caractère professionnel d'un compte courant

N° 3 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | CRÉDIT IMMOBILIER

Mise en demeure en matière de crédit immobilier

N° 4 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | CRÉDIT AFFECTÉ

Appréciation de la responsabilité du prêteur après les arrêts du 10 juillet 2024

N° 5 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | CRÉDIT IMMOBILIER

Prêts en devise : explication du fonctionnement de la clause

N° 6 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | CRÉDIT IMMOBILIER

Crédit immobilier : soumission volontaire au régime du Code de la consommation

N° 7 - Par Nicolas MATHEY

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | CAUTIONNEMENT

Principe de proportionnalité en matière de cautionnement

N° 8 - Par Dominique LEGEAIS

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | CAUTIONNEMENT

Droit d'invoquer le principe de proportionnalité et le devoir de mise en garde

N° 9 - Par Dominique LEGEAIS

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | CAUTIONNEMENT

Procédure d'appel et cautionnement

N° 10 - Par Dominique LEGEAIS

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | CAUTIONNEMENT

Information des cautions

N° 11 - Par Dominique LEGEAIS

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | ASSURANCE-VIE

Les obligations d'information, de conseil et de mise en garde du conseiller en gestion de patrimoine dans le cadre d'un crédit in fine adossé à un contrat d'assurance-vie antérieurement souscrit

N° 12 - Par Nicolas LEBLOND

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | ASSURANCE-VIE

La prime s'était égarée : pas de préjudice fiscal pour le souscripteur

N° 13 - Par Nicolas LEBLOND

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | ASSURANCE-VIE

Ce que peuvent être les unités de compte

N° 14 - Par Nicolas LEBLOND

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | ASSURANCE-VIE

Conditions de la délégation d'assurance-vie

N° 15 - Par Nicolas LEBLOND

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | ASSURANCE-VIE

L'atteinte à la réserve n'est pas un critère du caractère manifestement exagéré des primes

N° 16 - Par Nicolas LEBLOND

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | RECOUVREMENT DES CRÉANCES

Compétence du juge de l'exécution et mesures d'exécution forcée mobilière

N° 17 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | SURENDETTEMENT

Surendettement et principe du contradictoire

N° 18 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | RÉTABLISSEMENT PERSONNEL

Rétablissement personnel et relevé de forclusion

N° 19 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | RECOUVREMENT DE CRÉANCES

Saisie immobilière et contestation

N° 20 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | RECOUVREMENT DE CRÉANCES

Saisie immobilière et contestation

N° 21 - Par Stéphane PIÉDELIÈVRE

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | PROCÉDURES COLLECTIVES

Portée de la liste des créances dressée par le débiteur sur l'identification du passif

N° 22 - Par Caroline HOUIN-BRESSAND

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | INTERDICTION DES PAIEMENTS

Les conditions de la compensation légale opposée par le cessionnaire d'une créance

N° 23 - Par Caroline HOUIN-BRESSAND

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | CONTESTATION

Contestation des créances et incompétence du juge-commissaire

N° 24 - Par Caroline HOUIN-BRESSAND

[Consulter le PDF](#)

DROIT BANCAIRE | ARRÊT DES POURSUITES INDIVIDUELLES

Arrêt des poursuites individuelles et astreinte

N° 25 - Par Caroline HOUIN-BRESSAND

[Consulter le PDF](#)

Procédure d'admission des créances et indivisibilité entre les parties

N° 26 - Par Caroline HOUIN-BRESSAND

[Consulter le PDF](#)

Contrôle juridictionnel d'un courrier de mise en garde de l'Autorité des marchés financiers

N° 27 - Par Pauline PAILLER

[Consulter le PDF](#)

De nouveaux instruments de financement sont mobilisés par les émetteurs pour les besoins de leur transition

N° 28 - Par Jean-Marc MOULIN

[Consulter le PDF](#)

La CSRD face à des vents contraires

N° 29 - Par Jean-Marc MOULIN

[Consulter le PDF](#)

Modification des règles applicables aux marchés de croissance des PME, à la recherche en investissements et aux règles de cotation

N° 30 - Par Thierry BONNEAU

[Consulter le PDF](#)

L'Union européenne encadre les actions à votes multiples

N° 31 - Par Thierry BONNEAU

[Consulter le PDF](#)

Les coûts et la charge administrative liés à la cotation sont allégés

N° 32 - Par Thierry BONNEAU

[Consulter le PDF](#)

Dossier



Le droit civil et les crypto-actifs

N° 1 - Par Fanny PALMIERI , Anne-Claire ROUAUD et Hubert DE VAUPLANE

[Consulter le PDF](#)

Le transfert de propriété des crypto-actifs

N° 2 - Par Hubert DE VAUPLANE , Patrick BARBAN et Thierry GRANIER

[Consulter le PDF](#)

La détermination du droit applicable aux crypto-actifs

N° 3 - Par Jérôme CHACORNAC et Philippe GOUTAY

[Consulter le PDF](#)

Staking de crypto-actifs : qualifications juridiques et régimes réglementaires

N° 4 - Par Arnaud GRÜNTHALER , Stéphanie CABOSSIORAS , Emilien BERNARD-ALZIAS , Hugo BORDET et Annabelle BERNAL

[Consulter le PDF](#)

CRYPTO-ACTIFS

Directive « Finalité » et crypto-actifs : quels enjeux, quelles possibilités et quelles conséquences ?

N° 5 - Par Fanny PALMIERI et Anne-Claire ROUAUD

[Consulter le PDF](#)

CRYPTO-ACTIFS

Directive Collatéral (garanties financières) et sûretés sur crypto-actifs

N° 6 - Par Pauline PAILLER et Sébastien PRAICHEUX

[Consulter le PDF](#)

Meilleures pratiques



DÉCISIONS ACPR

Enseignements opérationnels des décisions de la commission des sanctions de l'ACPR dans le secteur bancaire en 2024

N° 1 - Par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE

[Consulter le PDF](#)

LBC-FT

Points clés de la réforme du nouveau cadre européen de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (paquet AML6)

N° 2 - Par Khadija MEDJAOUI

[Consulter le PDF](#)

Contenus

Actualités

Contenus pratiques



Revue

Synthèses

Encyclopédies

Jurisprudence



Sources officielles



Revue des procédures collectives civiles et commerciales, n° 1 du 01 janvier 2025

Sommaire du numéro

Repère



RÈGLEMENT AMIABLE AGRICOLE

Quel avenir pour le règlement amiable agricole ?

N° 1 - Par Michel MENJUCQ

[Consulter le PDF](#)

Alertes



ACTUALITÉ JURISPRUDENTIELLE

15 août - 15 octobre 2024

N° 1 - Par Florent PETIT

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DROIT SOCIAL

Taux de la cotisation AGS inchangé au 1er janvier 2025

N° 2

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | MÉDIATION NATIONALE DU CRÉDIT

Partenariat entre la Médiation nationale du crédit et l'AGS pour soutenir les entreprises en difficulté

N° 3

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DÉLAIS DE PAIEMENT

Guide de bonnes pratiques pour limiter les retards de paiement interentreprises

N° 4

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | DÉFAILLANCE D'ENTREPRISE

Défaillances d'entreprises 2025 : 68 000 défaillances attendues avec 240 000 emplois menacés

N° 5

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

Entre janvier et novembre 2024, difficultés et résilience des entreprises françaises

N° 6

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ

Nouveau guide « difficultés financières » pour accompagner les entreprises

N° 7

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | SOLVABILITÉ

Solvabilité II et IRRD : nouvelles règles pour le secteur des assurances

N° 8

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | REBOND DES ENTREPRISES

Remise du rapport du groupe de travail sur l'échec et le rebond entrepreneurial

N° 9

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | AJMJ

Statistiques 2024 sur les administrateurs et les mandataires judiciaires

N° 10

[Consulter le PDF](#)

VEILLE | PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2025

Activité partielle de longue durée « Rebond » : un nouveau dispositif pour maintenir l'emploi

N° 11

[Consulter le PDF](#)

VEILLE DES TEXTES | VEILLE DES TEXTES

Du 21 novembre 2024 au 31 janvier 2025

N° 12

[Consulter le PDF](#)

Étude



DÉLAIS

Les extensions de délais, en raison de la distance, en matière de procédures collectives

N° 1 - Par Arnaud THOMAS

[Consulter le PDF](#)

PANORAMA DE JURISPRUDENCE

Jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté

N° 1 - Par Barbara FRELETEAU-CHAIBRASSOU

[Consulter le PDF](#)

Commentaires



DROIT EUROPÉEN ET INTERNATIONAL DES PROCÉDURES COLLECTIVES | COMPÉTENCE

Abandon du privilège de juridiction en matière de faillite internationale

N° 1 - Par Michel MENJUCQ

[Consulter le PDF](#)

DROIT EUROPÉEN ET INTERNATIONAL DES PROCÉDURES COLLECTIVES | DÉCLARATION DE CRÉANCE

Domaine du délai supplémentaire de 2 mois pour la déclaration de créance

N° 2 - Par Michel MENJUCQ

[Consulter le PDF](#)

DROIT EUROPÉEN ET INTERNATIONAL DES PROCÉDURES COLLECTIVES | ARRÊT DES POURSUITES

Contrariété à l'ordre public d'une sentence arbitrale

N° 3 - Par Michel MENJUCQ

[Consulter le PDF](#)

DROIT EUROPÉEN ET INTERNATIONAL DES PROCÉDURES COLLECTIVES | QUALITÉ DU CRÉANCIER

Loi déterminant la qualité de créancier

N° 4 - Par Michel MENJUCQ

[Consulter le PDF](#)

DROIT EUROPÉEN ET INTERNATIONAL DES PROCÉDURES COLLECTIVES | EXTENSION DE LA PROCÉDURE

Extension de procédure dans le cadre européen

N° 5 - Par Michel MENJUCQ

[Consulter le PDF](#)

DROIT EUROPÉEN ET INTERNATIONAL DES PROCÉDURES COLLECTIVES | COMPÉTENCE

Défaut de caractère annexe d'une action intentée dans un État membre à propos d'une créance déjà déclarée à une procédure d'insolvabilité ouverte dans un autre État membre

N° 6 - Par Thomas MASTRULLO

[Consulter le PDF](#)

DROIT EUROPÉEN ET INTERNATIONAL DES PROCÉDURES COLLECTIVES | GARANTIE DES SALAIRES

Institution de garantie compétente pour le paiement des créances impayées d'un travailleur frontalier en cas d'insolvabilité de l'employeur

N° 7 - Par Thomas MASTRULLO

[Consulter le PDF](#)

DROIT EUROPÉEN ET INTERNATIONAL DES PROCÉDURES COLLECTIVES | GARANTIE DES SALAIRES

Précisions sur la latitude des États membres pour déterminer la garantie des créances salariales impayées en cas d'insolvabilité de l'employeur (date de référence, durée de la garantie et mesures nécessaires en vue d'éviter des abus)

N° 8 - Par Thomas MASTRULLO

[Consulter le PDF](#)

DROIT EUROPÉEN ET INTERNATIONAL DES PROCÉDURES COLLECTIVES | GARANTIE DES SALAIRES

Application de la directive 2008/94/CE aux créances salariales impayées résultant de la prise d'acte de la rupture du contrat de travail par le salarié en raison de

manquements suffisamment graves de l'employeur

N° 9 - Par Thomas MASTRULLO

[Consulter le PDF](#)

DROIT EUROPÉEN ET INTERNATIONAL DES PROCÉDURES COLLECTIVES | CENTRE DES INTÉRÊTS PRINCIPAUX

La notion de « lieu d'activité principal » d'une personne physique exerçant une profession libérale ou une autre activité d'indépendant

N° 10 - Par Thomas MASTRULLO

[Consulter le PDF](#)

DROIT EUROPÉEN ET INTERNATIONAL DES PROCÉDURES COLLECTIVES | PROCÉDURE D'INSOLVABILITÉ

Affirmation de la primauté de la procédure d'insolvabilité principale en matière de détermination du passif et de gestion de l'actif (affaire Air Berlin)

N° 11 - Par Thomas MASTRULLO

[Consulter le PDF](#)

DROIT EUROPÉEN ET INTERNATIONAL DES PROCÉDURES COLLECTIVES | PROCÉDURE D'INSOLVABILITÉ

Application du droit français au transfert de contrats de travail de salariés travaillant en France dans le cadre d'une procédure d'insolvabilité étrangère

N° 12 - Par Thomas MASTRULLO

[Consulter le PDF](#)

PÉRIODE D'OBSERVATION | INVENTAIRE

Obligation générale de prudence et de diligence de l'administrateur judiciaire

N° 13 - Par Christine LEBEL

[Consulter le PDF](#)

PÉRIODE D'OBSERVATION | INTERDICTION DES PAIEMENTS

Compensation légale : la notification de la cession de créance doit être antérieure à l'ouverture

N° 14 - Par Christine LEBEL

[Consulter le PDF](#)

PÉRIODE D'OBSERVATION | INTERDICTION DES PAIEMENTS

Compensation de dettes connexes : le contrat de coopération suffit

N° 15 - Par Christine LEBEL

[Consulter le PDF](#)

NULLITÉS DE LA PÉRIODE SUSPECTE | NULLITÉ DE DROIT

Contrat commutatif déséquilibré : nullité de l'avenant à un contrat de travail conclu en période suspecte

N° 16 - Par Gérard BLANC

[Consulter le PDF](#)

NULLITÉS DE LA PÉRIODE SUSPECTE | NULLITÉ FACULTATIVE

Avis à tiers détenteur : preuve de la connaissance de la cessation des paiements

N° 17 - Par Gérard BLANC

[Consulter le PDF](#)

NULLITÉS DE LA PÉRIODE SUSPECTE | NULLITÉ FACULTATIVE

La transaction attestant des difficultés de trésorerie suffit-elle à établir la connaissance de la cessation des paiements ?

N° 18 - Par Gérard BLANC

[Consulter le PDF](#)

NULLITÉS DE LA PÉRIODE SUSPECTE | NULLITÉ FACULTATIVE

Saisie-attribution : connaissance de la cessation des paiements et pouvoir souverain du juge

N° 19 - Par Gérard BLANC

[Consulter le PDF](#)

Pas de compensation de créances réciproques

N° 20 - Par Gérard BLANC

[Consulter le PDF](#)

Licenciement d'un salarié en arrêt de travail consécutivement à un accident du travail

N° 21 - Par David JACOTOT

[Consulter le PDF](#)

Le licenciement économique malgré l'antériorité de l'inaptitude

N° 22 - Par David JACOTOT

[Consulter le PDF](#)

Extension du domaine de garantie de l'AGS sous l'influence du droit de l'Union européenne

N° 23 - Par David JACOTOT

[Consulter le PDF](#)

Transfert des contrats de travail au seul cessionnaire judiciairement autorisé

N° 24 - Par David JACOTOT

[Consulter le PDF](#)

Faute de l'employeur dans le cadre d'un licenciement économique : compétence du juge judiciaire

N° 25 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

Modification du contrat de travail pour motif économique : obligation d'information de l'employeur

N° 26 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

Pas de portabilité des garanties santé et prévoyance des salariés licenciés en cas de liquidation judiciaire de l'employeur

N° 27 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

Exigibilité de la créance de l'URSSAF : pas d'incidence de l'ouverture de la procédure collective

N° 28 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

Licenciement pour motif économique : imprécision de l'offre de reclassement

N° 29 - Par François TAQUET

[Consulter le PDF](#)

Contrôle d'un plan de sauvegarde de l'emploi élaboré en liquidation judiciaire

N° 30 - Par David JACOTOT

[Consulter le PDF](#)

Le maintien de l'activité n'est pas une condition de l'insaisissabilité légale de la résidence principale de l'entrepreneur individuel

N° 31 - Par Cécile LISANTI

[Consulter le PDF](#)

DROIT PATRIMONIAL DE LA FAMILLE ET PROCÉDURES COLLECTIVES | COMPÉTENCE - PRESTATION
COMPENSATOIRE

Tierce opposition contre la décision fixant la prestation compensatoire

N° 32 - Par Cécile LISANTI

[Consulter le PDF](#)

DROIT PATRIMONIAL DE LA FAMILLE ET PROCÉDURES COLLECTIVES | INSAISSABILITÉ - RÉSIDENCE PRINCIPALE

Droits des créanciers auxquels l'insaisissabilité de la résidence principale n'est pas opposable

N° 33 - Par Cécile LISANTI

[Consulter le PDF](#)

DROIT PATRIMONIAL DE LA FAMILLE ET PROCÉDURES COLLECTIVES | INSAISSABILITÉ - RÉSIDENCE PRINCIPALE

Opposabilité de l'insaisissabilité des droits d'un époux sur un bien indivis aux créanciers de l'autre époux ne bénéficiant pas de l'insaisissabilité de la résidence principale

N° 34 - Par Cécile LISANTI

[Consulter le PDF](#)

Table ronde



CLASSES DE PARTIES AFFECTÉES

La pratique de la composition des classes de parties affectées

N° 1

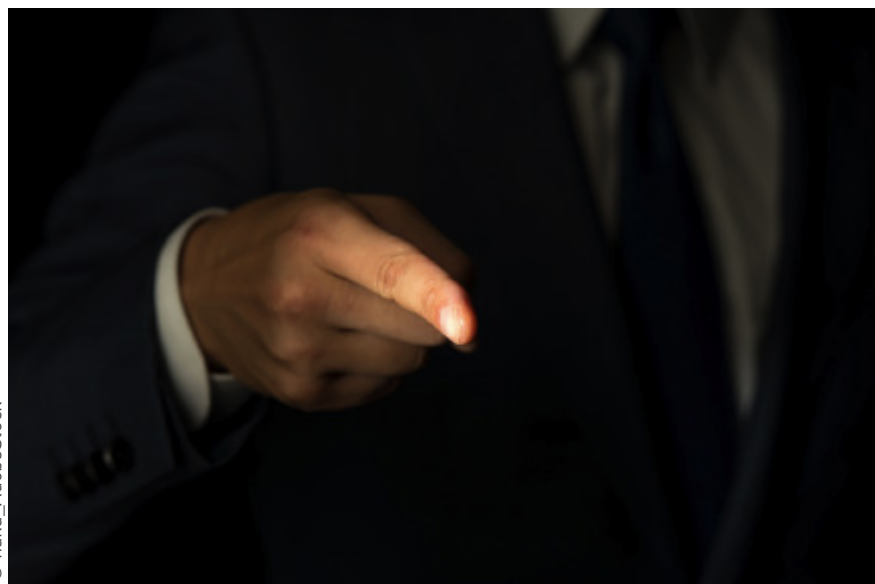
[Consulter le PDF](#)

À la une

Avocats ou « indics » : les risques de l'extension de l'obligation de déclaration de soupçon

entretien avec David LÉVY et Anne-Marie MENDIBOURE

Le Conseil d'État, dans un avis du 23 janvier 2025, estime que l'obligation de déclaration de soupçon à Tracfin concerne aussi les sommes obtenues par des infractions passibles de plus d'un an de prison. Une interprétation contestée par la profession d'avocat.



© naka_AdobeStock

Actualité

Pourquoi les métiers de la justice, souvent choisis par vocation, conduisent-ils à une perte de sens ?

focus

Technique

Comment prévenir les risques cyber au sein de son cabinet ?

par Eva NAUDON et Olivia ROCHE

Doctrine

Sur la révolution expérimentale du tribunal des activités économiques

étude par Benjamin PITCHO

Jurisprudence

Une nouvelle étape dans la procédure disciplinaire des magistrats judiciaires

note par Ludovic BELFANTI
sous CE, 19 déc. 2024

Gazette Spécialisée

DROIT DES SOCIÉTÉS

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

• Dorothée GALLOIS-COCHET

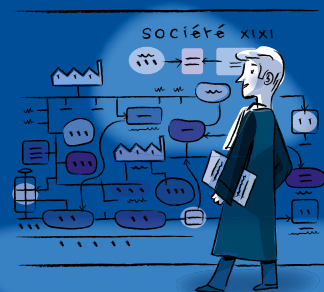
Professeure à l'université Paris Dauphine - PSL

• Maud LAROCHE

Professeure à l'université Paris Nanterre

AVEC LA PARTICIPATION DE

Clément BARRILLON, Eleonore BRICAU-WAGNER, Bastien BRIGNON, Matthieu BUCHBERGER, Alexandre DALION, Margaux DEUCHLER, Guillaume GRUNDELER, Jade HUARD, Xavier LEMARÉCHAL, Thibaut MASSART, Célia MAYRAN, Guillaume MEZACHE, Jean-Marc MOULIN, Karine RODRIGUEZ, Mathieu STOCLET, Laurine TEIXEIRA et Anne-Françoise ZATTARA



Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Burguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnerie

Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck

et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : relationclients@lextenso.fr

Publicité : julien.combaud@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2025

• Prix TTC au n° : 25,53 €

+ frais de port

• Abonnement France (un an) :

Journal seul : 621,79 € TTC

Recueils + table seuls : 601,37 € TTC

Journal, recueil + table : 832,12 €

Abonnement feuilleteable numérique : 264,44 € TTC

• Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 699 €

Journal, recueil + table : 899 €

Abonnement feuilleteable numérique : 259 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépôt légal à parution

Imprimé par Duplirprint Mayenne, 733, rue Saint Léonard,

53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres

recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées),

issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 708 g éq. CO₂



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :

Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,
sauf exceptions prévues par la loi.

Projets d'articles : les manuscrits doivent être adressés par
courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr
et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas
de page et espaces compris).

La rédaction n'est pas responsable des manuscrits
communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon
suivante : GPL 7 déc. 2023, n° GPL430b0.

Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant
unique permettant de retrouver directement l'article
via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

Actualité

- GPL471r2 ■ Pourquoi les métiers de la justice, souvent choisis par vocation, conduisent-ils à une perte de sens ? 3
- GPL473l2 ■ Les avocats lillois vent debout contre les conditions d'exercice en visio-audience 5
- GPL473l8 ■ Le parquet lyonnais veut mener la « guerre » au trafic de drogue 7
- GPL473m6 ■ Avocats ou « indics » : les risques de l'extension de l'obligation de déclaration de soupçon
entretien avec David LÉVY et Anne-Marie MENDIBOURE 8

Technique

- GPL473l1 ■ Comment prévenir les risques cyber au sein de son cabinet ?
par Eva NAUDON et Olivia ROCHE 11


Retour sur

- GPL473l6 - La nomenclature Dintilhac : l'outil référentiel à valeur indicative devenu indispensable
par Juliette OLIVES 14

Doctrine

- GPL473m0 ■ Sur la révolution expérimentale du tribunal des activités économiques
étude par Benjamin PITCHO 16

Jurisprudence

- GPL472n3 ■ Une nouvelle étape dans la procédure disciplinaire des magistrats judiciaires
note par Ludovic BELFANTI sous CE, 19 déc. 2024 21
- GPL473k4 ■ Les nouveaux contours de l'exécution forcée et de la réduction du prix
note par Marie ZAFFAGNINI sous Cass. 1^{re} civ., 18 déc. 2024 25
- GPL472w3 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation
par Catherine BERLAUD 28
- GPL472q5 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État
par Nathalie FINCK et Samuel SEROC 32
- GPL472r0 ■ Panorama de jurisprudence de la CEDH
par Catherine BERLAUD 35
- GPL473c8 ■ Chronique de jurisprudence de droit de la presse
par François FOURMET et Philippe PIOT en exclusivité sur la Base Lextenso :
<https://lext.so/GPL473c8> 

Gazette Spécialisée

DROIT DES SOCIÉTÉS

Sous la responsabilité scientifique de
Dorothée GALLOIS-COCHET et Maud LAROCHE

DOCTRINE P. 16

PERSONNES / FAMILLE

La possible reconnaissance d'une donation indirecte au profit du nu-propriétaire en raison des travaux réalisés par l'usufruitier

par Léa Bureau

www.defrenoiss.fr

ACTUALITÉS P. 5**ENTREPRISE**

Illicéité de la clause d'indexation du loyer commercial : calcul de la restitution de l'indu

IMMOBILIER

Du prononcé de la réception judiciaire avec réserves en l'absence d'observations du maître d'ouvrage

DROIT FISCAL

Non-renvoi d'une QPC relative à la fiscalité successorale des trusts

PROFESSIONS

Prescription de la demande judiciaire de rectification d'erreur matérielle affectant un acte authentique

PRATIQUE P. 12**IMMOBILIER**

Licitation judiciaire d'un bien indivis et droit de substitution des indivisaires

par Jean-Philippe Borel**CHRONIQUES** P. 21**DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ**

Droit international privé
par Sara Godechot-Patris

ACTUALITÉS P. 5

À LA UNE

DEF224g7 ■ Illicéité de la clause d'indexation du loyer commercial : calcul de la restitution de l'indu

ACTES COURANTS - IMMOBILIER

DEF224g2 ■ Du prononcé de la réception judiciaire avec réserves en l'absence d'observations du maître d'ouvrage

ENTREPRISE

DEF224g3 ■ Procédures collectives : conditions relatives à l'allongement du délai de déclaration de la créance fiscale du comptable public

FISCAL

DEF224g4 ■ Non-renvoi d'une QPC relative à la fiscalité successorale des trusts

PROFESSION

DEF224g5 ■ Prescription de la demande judiciaire de rectification d'erreur matérielle affectant un acte authentique

PRATIQUE P. 12

QUESTIONS-RÉPONSES

DEF224e4 ■ Licitations judiciaires d'un bien indivis et droit de substitution des indivisaires
par **Jean-Philippe Borel**

DOCTRINE P. 16

DEF224a3 ■ La possible reconnaissance d'une donation indirecte au profit du nu-propriétaire en raison des travaux réalisés par l'usufruitier
par **Léa Bureau**

CHRONIQUES P. 21

DEF223y1 ■ Droit international privé
par **Sara Godechot-Patris**

VIE PRO P. 28

OFFRES ET DEMANDES P. 30

INDICES P. 32